
[Nigeria : Les plantations de palmiers à huile d'Okomu apportent la misère aux femmes vivant à proximité](#)

Entretien avec Hajaratu Abdullahi, de Community Forest Watch au Nigeria, qui parle du lot de misère et de difficultés que la société d'huile de palme Okomu Oil, filiale de la société mondiale d'huile de palme SocFin, apporte à des communautés comme la sienne, dans l'État d'Edo au Nigeria. Elle explique comment la plantation industrielle de l'entreprise met en péril l'utilisation traditionnelle de l'huile de palme et la souveraineté alimentaire des communautés.

La culture du palmier à huile fait partie du mode de vie – en fait elle est le mode de vie – de millions de personnes au Nigeria et dans les pays voisins. Les palmiers à huile poussent naturellement dans cette région et il existe donc une longue histoire d'utilisation non seulement de l'huile de palme mais de toutes les parties du palmier. Dans un dialecte régional, les palmiers à huile sont appelés « Osi na ami ego » : « l'arbre qui produit de l'argent ». (1) Mais au Nigeria comme ailleurs, cette source essentielle d'identité culturelle et de bien-être économique pour les communautés rurales est menacée par l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile.

Dans cet entretien, Hajaratu Abdullahi, de Community Forest Watch au Nigeria, parle de la façon dont un lot de misère et de difficultés a été apporté par la société d'huile de palme Okomu Oil, filiale de la société mondiale d'huile de palme SocFin, à des communautés comme la sienne, dans l'État d'Edo au Nigeria.

Okomu Oil Palm Company a été créé en 1976 sous la forme d'une entreprise publique, mais en 1990 la SOCFIN a acquis une participation dans l'entreprise et elle possède maintenant 63 % des actions. En 1998, au moins quatre villages ont été détruits de façon violente et les habitants expulsés, tandis que l'entreprise prenait le contrôle de leurs maisons, de leurs biens et de leurs terres agricoles : Les tensions entre l'entreprise et les communautés affectées se sont accrues et la société a installé des barrières sur les routes d'entrée des plantations. Les membres de la communauté se sentent harcelés et leurs déplacements sont contraints, en particulier lorsque l'entreprise impose un couvre-feu nocturne et contrôle l'entrée de militants communautaires qu'elle considère comme des « fauteurs de troubles ». « Quitter le village ou rentrer à la maison, c'est comme passer une frontière », expliquait un militant communautaire en 2015. En 2015, le gouvernement de l'État d'Edo a ordonné l'annulation des transactions foncières portant sur environ 13 750 hectares qu'Okomu destinait à l'expansion de ses plantations de palmiers à huile – une décision que la société a ignorée jusqu'à ce jour. En juin 2017, malgré plusieurs tentatives d'intimidation par les forces de sécurité, des communautés affectées par les plantations de palmiers à huile, des paysans, des femmes et des groupes de la société civile comme ERA/Les Amis de la Terre Nigéria, ont organisé une manifestation massive en opposition à la complicité de l'actuel gouverneur de l'État d'Edo, G. Obaseki, avec les activités d'Okomu.

WRM : Comment la vie des femmes a-t-elle changé depuis l'arrivée des plantations de palmier à huile d'Okomu dans votre région ?

Hajaratu Abdullahi : Depuis qu'Okomu est arrivé dans ma communauté, les femmes ont beaucoup

souffert parce que nous n'avons plus de liberté. Tout d'abord : Nous ne sommes plus libres de nos allers et venues [parce que l'entreprise contrôle l'accès aux villages à l'intérieur de la plantation à travers une série de portes/portails où les agents de sécurité de l'entreprise vérifient et enregistrent tous les véhicules qui passent]. Deuxièmement : ils peuvent entrer dans votre ferme sans prévenir et détruire tout ce que vous avez planté, des palmiers, vos cultures.

Il y a quelques années, l'entreprise est arrivée dans quatre communautés à la fois ; elle a tout pillé, tout le monde courait dans tous les sens. Il n'y avait personne à qui appeler à l'aide. Les personnes qui étaient censées être là en cas de nécessité n'étaient pas là. Elles avaient peut-être reçu de l'argent. Une seule personne est sortie. Elle a appelé des jeunes, des hommes, qui ont dit : « Il faut livrer cette bataille pour que les générations futures s'en souviennent. » Et c'est ainsi que la résistance de la communauté a commencé, que cette lutte contre Okomu a commencé. Cela fait plus de 15 ans maintenant.

Et nous devons continuer à nous mobiliser parce que nous souffrons encore. Maintenant, avec ces plantations de l'entreprise tout autour, nous n'avons aucune liberté pour entrer dans nos forêts, nos fermes, les réserves forestières, les zones où nous avons l'habitude de ramasser des escargots. Nous survivons en consommant des escargots, nous survivons avec des légumes. Toutes ces choses, nous n'y avons plus accès, alors que ce sont elles qui assuraient notre subsistance.

Deuxièmement, vous savez, nous les femmes au Nigeria, nous avons besoin des herbes traditionnelles. Par exemple, lorsqu'une femme est enceinte, lorsqu'elle en est à un mois seulement, nous lui donnons certaines herbes ; ensuite, pendant toute la grossesse, on lui donnera différentes herbes. De deux mois à quatre mois, nous utilisons à nouveau une herbe différente, et ça continue comme ça. Quand elle arrive à huit mois, les femmes enceintes reçoivent une herbe particulière de façon à ce que le placenta suive avec le bébé, qu'il n'y ait pas d'hémorragie. Mais maintenant, avec les plantations de l'entreprise, il est impossible de trouver toutes ces herbes. Nous marchons, nous marchons et nous marchons encore à la recherche des herbes. On ne peut plus en trouver. Vous ne pouvez pas imaginer le problème que c'est devenu pour les femmes. Ce sont les plantations qui nous font souffrir. Parce qu'avant, même quand il n'y avait plus rien à la maison, les femmes savaient comment prendre soin de leurs familles, car elles avaient leurs fermes et la forêt. Mais depuis qu'Okomu est arrivé dans nos communautés, dans notre État, dans le pays, il y a de vrais problèmes. Nous avons faim, car il n'y a rien pour survivre, car on ne peut même pas cueillir plus de huit graines de fruits de palme, sinon on se fait harceler.

WRM : Que se passe-t-il lorsque vous en ramassez plus ?

Hajaratu Abdullahi : Ils vous font arrêter ! Et qui viendra vous chercher pour vous faire sortir ?

Une fois, les gens de la plantation d'Okomu sont venus et ont cassé un pont que nous avons construit pour nous-mêmes. Ils sont juste venus et l'ont détruit ! L'un des chefs a dit : « Comment pouvez-vous venir casser le pont que nous avons construit ? Vous devez le remplacer. » Ils n'ont jamais remplacé notre pont. Nous, les femmes, nous utilisons le pont pour aller aux différents endroits où nous avons nos légumes et d'autres choses qui nous permettent de nous nourrir. Comment pouvons-nous y aller maintenant que le pont est détruit ?

Un autre exemple. Il y a environ un an ou deux ans, un groupe de femmes est allé poser des pièges dans la rivière afin d'attraper du poisson. Les pièges ont été saisis par le directeur général d'Okomu. Jusqu'à aujourd'hui, ces pièges n'ont pas été rendus. Poser des pièges, pêcher, cultiver, ce sont les choses que nous faisons pour gagner de l'argent. Et c'est vraiment très cher de remplacer ces

pièges. Ce sont des choses que nous faisons pour nous occuper de notre famille. Si vous ne gagnez pas d'argent, vous ne pouvez pas vous occuper de votre famille, vous ne pouvez pas envoyer vos enfants à l'école. Beaucoup de nos enfants sont à la maison maintenant parce qu'il n'y a pas d'argent pour leur permettre de poursuivre leurs études.

WRM : Et au niveau des emplois dans l'entreprise pour les femmes du village ?

Hajratu Abdullahi : Il n'y en a aucun ! Et il n'y a pas d'indemnisation. Même s'ils font une ou deux choses pour indemniser dans d'autres communautés, dans la communauté d'Okomu, la communauté n'a jamais rien accepté. Et les gens ne sont pas prêts de le faire. Nous avons des soldats dans nos communautés.

Et il n'y a aucune liberté de mouvement pour nous. À un moment, en avril 2018, un militant d'une communauté au Cameroun est venu partager ses expériences avec nous. Il nous a dit : « Laissez-moi rendre visite à ces communautés. » L'une des communautés dans lesquelles nous voulions nous rendre était Okomu. Nous sommes arrivés un samedi. Pour accéder aux communautés à l'intérieur de la plantation, vous devez passer par les barrières de l'entreprise. [Voir aussi le Bulletin WRM 199] Lorsque nous sommes arrivés aux barrières, nous sommes sortis pour nous inscrire avant d'entrer dans la plantation. Les employés de l'entreprise ont alors regardé notre véhicule et ont dit : « Vous n'avez pas de vignette sur votre véhicule. Si vous n'avez pas de vignette, vous ne pouvez pas entrer. » « D'accord, où pouvons-nous trouver cette vignette ? » ai-je demandé. Ils ont répondu : « Le bureau est là-bas ». Alors j'ai dit : « D'accord, laissez-nous entrer. » « Non, non, non, vous ne pouvez pas y aller aujourd'hui. Revenez lundi. » Alors, il nous faut attendre lundi pour aller voir notre famille ?

À ce moment-là, nous nous sommes dit que c'était impossible. S'ils veulent m'arrêter ou me tuer, ils me tueront. Si je ne suis pas libre d'aller dans ma communauté, avec ma sœur, avec mes frères, il y a un gros problème. Enfin, un agent est sorti et a demandé ce qui se passait. Nous avons expliqué, et c'est seulement parce que nous avons insisté que, à la fin, ils nous ont permis d'entrer. C'est le genre de contrôle auquel les communautés à l'intérieur des plantations sont confrontées chaque fois qu'elles doivent franchir ces barrières.

WRM : Pouvez-vous dire quelque chose sur le type de conflits et d'impacts que subissent les communautés touchées par les plantations d'Okomu ?

Hajratu Abdullahi : Il y a aussi une communauté très proche de la nôtre. Il y avait avant beaucoup de mangues, nous les ramassions, nous les emmenions au marché, avec d'autres fruits, des poires, etc. Mais maintenant il y a très peu de mangues. Alors, l'année dernière, pendant la saison des mangues, comme vous pouvez le deviner, les hommes et les femmes ont commencé à se battre. « C'est moi qui l'ai cueillie, non c'est la mienne, pas la tienne », ça se passe comme ça maintenant.

Il y a une autre communauté où des plantations viennent d'être installées. Dans cette communauté, beaucoup de femmes pratiquent l'agriculture. Dans cette communauté, une femme avait une très grande plantation de cocotiers. Les cadres d'Okomu Oil et l'armée et la police nigérianes sont venus à la plantation en assurant la sécurité pour l'entreprise – ça a été la fin de sa plantation. Elle allait au marché chaque semaine pour vendre ses produits. Maintenant, rien ! Sa fille cherche maintenant des petites choses à vendre, elle cuisine du riz, des petites choses comme ça. Elle était censée être diplômée maintenant, mais elle a dû abandonner l'école.

Dans un autre village, Odigi, quand les gens de l'entreprise sont venus, peut-être ont-ils réussi à séduire les dirigeants traditionnels, qui ont cédé leurs fermes. Maintenant, ces personnes ont juste

une acre pour cultiver, même pas un hectare. Une acre de cultures, c'est tout. Elles vont chez la communauté voisine. La communauté voisine leur dira: « Vous n'aurez pas nos terres. Vous avez cédé vos terres. Nos terres ne sont déjà pas suffisantes pour nous. C'est ainsi que commencent des conflits entre les communautés, même des *meurtres* ; il y a une affaire comme cela maintenant devant les tribunaux. Vous voyez, ce sont les types de difficultés auxquels les communautés sont confrontées lorsque ces plantations prennent possession de vos terres.

Un autre exemple. Les femmes avaient l'habitude de cultiver du plantain. En amenant au marché le plantain qu'elles cultivent dans leurs exploitations, les femmes peuvent gagner au moins 30 à 40 000 nairas sur chaque marché. Alors, que se passe-t-il lorsque les terres sont devenues la propriété de l'entreprise de plantations ? Combien allez-vous me donner ? Est-ce que je dois simplement manger la nourriture d'aujourd'hui sans penser à demain ? Ensuite, je n'aurai pas de terre à cultiver pour mes enfants. Qu'est-ce qui se passera quand nous ne serons plus là ? Comment nos enfants vont-ils survivre ? Même le poivre, le poivre ordinaire, à cette période de l'année, il coûte environ 8 000/12 000 naira au marché. Mais vous n'avez rien à vendre si vous n'avez pas de terres à cultiver. Nous n'avons même pas assez de terres pour produire suffisamment de poivre ordinaire ! Et si vous ne gardez pas le petit terrain que vous avez tout près de chez vous, une autre personne le prendra.

Vous voyez des vieilles femmes dans la misère, elles n'ont rien. Elles commencent donc à aller chercher du bois de chauffage, à marcher longtemps pour avoir du bois de chauffage à vendre, pour avoir quelque chose pour survivre. Il y a tellement d'autres exemples comme celui-ci. Je n'ai parlé que de quelques-unes des difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Nous ne sommes pas libres.

WRM : Qu'en est-il de la violence utilisée par l'entreprise qui cible directement les femmes ?

Hajratu Abdullahi : Pour eux les femmes n'existent même pas. Pour eux les femmes n'existent pas, qu'elles manifestent ou non. Si nous manifestons aujourd'hui, demain, ils réuniront une foule de gens à eux, et ils présenteront leur propre histoire dans les médias. Ils diront : « Nous voulons interroger quelqu'un d'autre », et la personne dira « Okomu est bien pour nous, Okomu nous donne ceci, Okomu nous donne cela. » Cette ingérence d'Okomu provoque beaucoup de conflits à l'intérieur de la communauté. C'est pourquoi je leur ai dit de vivre intelligemment maintenant. Parce qu'hier n'existe plus. Aujourd'hui, vivez intelligemment. Demain : vous ne savez pas si vous allez y arriver ou pas. Peut-être avez-vous vendu vos droits hier, mais aujourd'hui, ne vendez pas vos droits ! Parce que maintenant, nos yeux sont ouverts. Les gens à qui vous êtes censés vous adresser – le gouvernement : c'est eux notre problème. Vous allez faire ce que vous faites dans votre communauté, mais le gouvernement fera ce qu'il fait au-dessus de vos têtes. Alors, est-ce que je peux combattre seule le gouvernement ? Non !

WRM : Comment Okumu Oil a-t-il pu obtenir les terres communautaires ?

Hajratu Abdullahi : Il n'y a aucune compensation pour la détresse que ces entreprises font vivre aux femmes. L'entreprise a invité les anciens, les hommes les plus âgés de la communauté, à participer à une réunion. Une fois sur place, les gens de l'entreprise leur ont dit : « Baba, viens, viens, viens. Il suffit de signer ce papier. » Un ancien a dit : « Comment vais-je signer ? Je ne sais même pas le lire, comment puis-je signer ? Pour que je sois prêt à signer, il faudrait d'abord que j'aie lu le document. Je ne suis donc pas prêt à signer car ma communauté n'est pas informée à ce sujet. Cette invitation : vous m'invitez à venir et à signer quoi ? Ensuite, ils ont appelé le secrétaire : « Secrétaire, vous signez. » Heureusement, le secrétaire a également dit : « Que voulez-vous dire ? Je viens et je signe ? Est-ce que la communauté est au courant de ce pour quoi vous nous avez

invités ici ? Ils les ont repoussés.

Ensuite, ils ont invité d'autres gens, juste deux personnes. Ils ont dit : « Ne vous en faites pas, ils sont idiots. Je vais signer. » Une femme de ce village m'a appelé et m'a dit : « Ces gens, voyez ce qu'ils font à notre communauté. Quelqu'un est allé signer un accord avec l'entreprise. » Je lui ai dit de convoquer une réunion immédiatement pour informer la communauté. La communauté s'est réunie et a déclaré qu'elle ne soutenait pas l'accord signé par ces personnes. Tout cela a été documenté, donc ceux qui ont signé sont seuls.

WRM : Nous avons appris que dans d'autres endroits, par exemple en Sierra Leone, il y a une augmentation des violences sexuelles que subissent les femmes directement de la part des agents de sécurité ou des travailleurs de l'entreprise. Est-ce la même chose dans le cas d'Okou au Nigeria ? Nous savons que c'est une question très difficile et que parfois les femmes n'en parlent même pas...

Hajaratu Abdullah : Même si cela arrivait à beaucoup d'entre elles, aucune n'en parlerait. Dans notre tradition, si une femme mariée est vue en train de bavarder de choses insignifiantes avec un homme, elle aura des problèmes. Ce n'est pas comme ça dans toutes les communautés. Mais dans la région où je suis mariée, vous ne devez pas rester avec un homme à discuter de choses inappropriées. Donc, dans ce contexte, si quelque chose arrivait à une femme, elle n'en parlerait pas. Il y a aussi beaucoup de cas où on voudrait les amener à la police. Mais vous ne verrez pas le début et la fin de l'affaire. Donc, c'est pour cela que les gens, quand ils ont un problème particulier, ils le gardent pour eux. Voilà la difficulté. Ce n'est pas que ça n'arrive pas. Ça arrive. Mais quand c'est le cas, les femmes le gardent pour elles-mêmes.

WRM : Quand vous étiez une fillette, comment était la communauté ?

Hajaratu Abdullah : Très différente. Quand on était petite, à l'âge de 12 ans, on pouvait se baigner nue, jouer quand il pleuvait, on pouvait simplement se promener partout.

WRM : Et comment c'était de vivre ici ?

Hajaratu Abdullah : La température était agréable et fraîche. On allait à la plantation de cocotiers pour cueillir des noix. On revenait à la maison et on disait : « Ah, maman, c'est ce que je veux manger. Et si on n'était pas à la maison, on pouvait simplement aller dans la forêt et dans le champ et choisir ce dont on avait besoin. Sur le chemin, on pouvait ramasser des escargots, cueillir des feuilles, comme des feuilles de coco ; on pouvait les broyer et les transformer en soupe. On pouvait même prendre cette arachide sans même la mettre au feu : on prenait l'arachide, on la broyait, on ajoutait un peu de poivre, vous on salait et on faisait un plat qu'on appelait « soupe au cacao ». La nourriture était abondante. Mais aujourd'hui, aujourd'hui ce n'est plus du tout comme ça.

(1) Voir Bulletin WRM 161 (2010) : Le palmier à huile au Nigeria : passage des petits exploitants et des femmes à la production de masse. <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/le-palmier-a-huile-au-nigeria-la-production-industrielle-remplace-la-production-artisanale-des-agriculteurs-et-des-femmes/>

Voir également :

- Bulletin WRM 233 (2017) : Les plantations de SOCFIN en Afrique : des lieux de violence et de destruction <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/les-plantations-de-socfin-en->

[afrique-des-lieux-de-violence-et-de-destruction/](#)

- Bulletin WRM 199 (2014) : Okomu Oil Palm Company - Détruire des communautés pour l'expansion du palmier à huile.

<https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/nigeria-lokomu-oil-palm-destruction-de-communautes-pour-lexpansion-du-palmier-a-huile/>